CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Réunion du 22 OCTOBRE 2021

L'an deux mil vingt et un et le vendredi vingt-deux octobre à 09 h 00, le Conseil Départemental s'est réuni à l'Hôtel du Département, sur la convocation et sous la présidence de M. Philippe MARTIN, Président du Conseil Départemental.

Etaient présents : MM. M. AURORA, X. BALLENGHIEN, Mme N. BARROUILLET, M. C. BONNE, Mme F. CASALE, MM. G. CASTET, R. CASTETS, JP. COT, Mmes C. DASTE-LEPLUS, C. DEJEAN-DUPEBE, M. / DESENLIS, Mmes C. DUCARROUGE, C. DUMONT, MM. P. DUPOUY, M. GABAS, B. GENDRE, V. GOUANELLE, B. KSAZ, Mmes E. LAFON, E. LANAVE, M. F. LARROQUE, Mme V. MANISSOL, M. P. MARTIN, Mmes Y. RIBES, H. ROZIS LE BRETON, M. J-P. SALERS, Mme C. SALLES, M. J. SAMALENS, Mmes C. SARNIGUET, I. TINTANE et L. TOISON.

Excusés ou absents : Mme C. BOUE, M. F. DUPOUEY et Mme P. ESPERON.

Ont donné procuration : Mme C. BOUE à M. B. GENDRE, M. F. DUPOUEY à Mme C. SALLES et Mme P. ESPERON à M. M. GABAS

Délibération adoptée à l'unanimité

OBJET : Heures supplémentaires et complémentaires.

-
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, dont notamment les articles L. 3111-1 et suivants relatifs à l'organisation des départements ;
  - VU le rapport du Président du Conseil Départemental du Gers ;
  - VU l'avis des commissions organiques compétentes ;
  - VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
  - VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
  - VU le décret n° 82-624 du 20 juillet 1982 fixant les modalités d'application pour les fonctionnaires de l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel ;

- VU le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;
- VU le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;
- VU le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale ;
- VU le décret n° 2020-592 du 15 mai 2020 relatif aux modalités de calcul et à la majoration de la rémunération des heures complémentaires des agents de la fonction publique territoriale nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;
- VU les délibérations n° CG090209 8201 du 2 février 2009 relative au régime indemnitaire applicable au personnel départemental et n° CG131004 8203 du 4 octobre 2013 relative au paiement des heures supplémentaires ;
- VU l'avis du Comité Technique en date du 30 septembre 2021 ;

Considérant ce qui suit :

Définition heures supplémentaires et heures complémentaires :

Sont considérées comme heures supplémentaires les heures effectuées à la demande du chef de service au-delà des bornes horaires définies par le cycle de travail.

Les agents qui exercent leurs fonctions à temps partiel peuvent bénéficier du versement d'indemnité horaire pour travail supplémentaire (IHTS). Leur taux sera calculé selon des modalités spécifiques.

Sont considérées comme heures complémentaires, les heures effectuées à la demande du chef de service au-delà de la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi à temps non complet et qui ne dépassent pas 35heures par semaine.

Bénéficiaires :

Les heures supplémentaires et complémentaires peuvent être versées aux fonctionnaires de catégorie B, de catégorie C et les cadres d'emplois de catégorie A de la filière sanitaire et sociale y ouvrant droit règlementairement dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires/complémentaire.

Elles peuvent être également versées aux agents contractuels de même niveau et exerçant des fonctions de même nature.

L'octroi d'indemnité horaire pour travail supplémentaire (IHTS) est subordonné à la réalisation effective d'heures supplémentaires. La réalisation effective des heures supplémentaires et complémentaires doit pouvoir être vérifiée (contrôle automatisé ou décompte déclaratif validé par le supérieur hiérarchique).

Nombres d'heures mensuelles :

Le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent ne pourra excéder 25 heures par mois.

Le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent à temps partiel ne pourra excéder un nombre égal au produit de la quotité de travail à temps partiel par 25 heures. (exemple pour un agent à 80 % : $25 \text{ h} \times 80 \% = 20 \text{ h maximum}$).

Récupération et indemnisation des heures :

La compensation des heures supplémentaires et complémentaires doit en priorité être réalisée sous la forme d'un repos compensateur.

A défaut, elle donne lieu à indemnisation.

Le paiement des heures supplémentaires effectuées pourra être autorisé sur production de justificatifs démontrant que les nécessités de service n'ont pas permis la récupération.

- Récupération des heures supplémentaires et complémentaires :

- du lundi au samedi inclus : une heure récupérée pour une heure travaillée,
- le dimanche, la nuit (entre 22 h et 7 h) et les jours fériés : deux heures récupérées pour une heure travaillée.

- Indemnisation des heures supplémentaires :

- la rémunération horaire est majorée de 25% pour les quatorze premières heures supplémentaires et par 27% pour les heures suivantes ;
- l'heure supplémentaire est majorée de 100 % lorsqu'elle est effectuée de nuit, et des deux tiers lorsqu'elle est effectuée un dimanche ou un jour férié.

Ces deux majorations ne peuvent pas se cumuler.

- Indemnisation des heures complémentaires :

- la rémunération horaire est majorée de 10% pour chacune des heures complémentaires accomplies dans la limite du dixième des heures hebdomadaires de service afférentes à l'emploi à temps non complet ;

- de 25% pour les heures accomplies au-delà (dans la limite de la durée réglementaire du travail).

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

Le Conseil Départemental décide :

- d'instaurer les indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour les fonctionnaires et les agents contractuels de droit public relevant des cadres d'emplois suivants :

Cadre d'emplois	Fonctions
Adjoints administratifs territoriaux	Agent d'accueil polyvalent
	Agent polyvalent d'entretien et logistique
	Assistant de communication
	Assistant de développement touristique
	Assistant de direction
	Assistant de gestion administrative
	Assistant de gestion financière, budgétaire et comptable
	Assistant technique et fonctionnel logiciels
	Bibliothécaire
	Chargé de la commande publique
	Coordonnateur budgétaire et comptable
	Gestionnaire administratif
	Gestionnaire financier budgétaire et comptable
	Gestionnaire financier spécialisé
	Gestionnaire RH
	Instructeur
	Intervenant social
	Magasinier
	Référent technique
Secrétaire / assistant de direction/ secrétaire de direction/ assistant Président/DGS/DGA	
Adjoints techniques établissements d'enseignement	Agent d'accueil polyvalent
	Agent de maintenance
	Agent polyvalent collègues
	Chef cuisinier
	Cuisinier

Adjoints techniques territ.	Agent d'accueil polyvalent
	Agent de gardiennage et de surveillance
	Agent de maintenance
	Agent d'entretien
	Agent d'exploitation
	Agent polyvalent collègues
	Aide de laboratoire
	Assistant de gestion administrative
	Assistant technique et fonctionnel logiciels
	Chargé des équipements et services des systèmes d'information
	Chauffeur
	Chef cuisinier
	Correspondant Informatique
	Cuisinier
	Eclusier
	Encadrant d'équipe
	Gestionnaire de documents
	jardinier
	Magasinier
	Manutentionnaire
Mécanicien	
Préleveur	
Responsable de pôle	
Secrétaire / assistant de direction/ secrétaire de direction/ assistant Président/DGS/DGA	
Adjoints territ du patrimoine	Agent d'accueil polyvalent
	Assistant bibliothécaire
	Gestionnaire de documents
Agents de maîtrise	Agent de laboratoire routier
	Agent d'exploitation
	Agent d'exploitation du courrier
	Aide de laboratoire
	Assistant de gestion administrative
	Chargé des équipements et services des systèmes d'information
	Chargé d'études et de conception
	Chargé d'opérations bâtiment
	Chauffeur
	Chef cuisinier
	Chef de subdivision
	Coordonnateur d'équipe
	Encadrant d'équipe
	jardinier
	Magasinier
	Manutentionnaire
	Mécanicien
	Responsable de pôle
Restaurateur relieur	
Technicien de laboratoire	

Agents sociaux	Conseillère socio esthétique
	Intervenant social
	Secrétaire / assistant de direction/ secrétaire de direction/ assistant Président/DGS/DGA
	Travailleur social
Assistants de Conservation	Archiviste Bibliothécaire Médiateur culturel
Educateurs Territoriaux APS	Gestionnaire administratif
Infirmiers (cat B)	Conseiller conjugal et familial
	Infirmier(ère)
Rédacteurs territoriaux	Adjoint au chef de service
	Archiviste
	Assistant de direction
	Chargé de la commande publique
	Chargé de mission
	Chargé de recrutement
	Conseiller juridique
	Gestionnaire administratif
	Gestionnaire financier budgétaire et comptable
	Gestionnaire financier spécialisé
	Instructeur
	Intervenant social
	Médiateur culturel
	Référent technique
	Responsable de cellule budgétaire et financière
	Responsable de pôle
	Secrétaire / assistant de direction/ secrétaire de direction/ assistant Président/DGS/DGA
Tarificateur	
Travailleur social	
Encadrant d'équipe	
Techniciens paramédicaux territoriaux	Technicien de laboratoire

Techniciens territoriaux	Adjoint au chef de service
	Agent d'exploitation
	Assistant technique et fonctionnel logiciels
	Chargé de mission
	Chargé des équipements et services des systèmes d'information
	Chargé des systèmes réseaux
	Chargé d'études et de conception
	Chargé d'opérations bâtiment
	Chef cuisinier
	Chef de subdivision
	Coordonnateur d'équipe
	Correspondant Informatique
	Cuisinier
	Développeur/Intégrateur de logiciels
	Formateur
	Géomatique
	Gestionnaire administratif
	Graphiste - infographiste
	Imprimeur-reprographe
	Mécanicien
Responsable de pôle	
Responsable technique en laboratoire	
Restaurateur relieur	
Technicien de laboratoire	
Technicien sécurité prévention	
Cadres de santé paramédicaux	Puériculteur(rice)
	Responsable de pôle
	Responsable technique en laboratoire
Infirmiers en soins généraux	Infirmier (e)
	Conseiller conjugal et familial
Puéricultrices territoriales	Puériculteur(rice)
Sages-Femmes	Sage-femme
	Responsable de pôle

- de compenser les heures supplémentaires et complémentaires réalisées en priorité par l'attribution d'un repos compensateur et à défaut par le versement de l'indemnité horaires pour travaux supplémentaires ;

- de majorer le temps de récupération lorsque l'heure supplémentaire est effectuée de nuit, un dimanche ou un jour férié ;

- de majorer l'indemnisation des heures complémentaires : le taux de majoration des heures complémentaires est de 10 % pour chacune des heures complémentaires accomplies dans la limite du dixième des heures hebdomadaires de service afférentes à l'emploi à temps non complet et de 25 % pour les heures suivantes.

Le Président,

Philippe MARTIN.

Délibération transmise et reçue en Préfecture le

Le Président du Conseil Départemental certifie que :

- la présente délibération a été affichée le

- et sera publiée au Recueil des Actes Administratifs du mois de Octobre 2021.